

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

15 FEVRIER AU 28 FEVRIER 1979

9^e ANNÉE — N° 287 — 4,00 F

social :

l'explosion ?



chine :

**super puissance
ou
tigre de papier ?**

page 6 et 7

nucléaire :

**halte
à l'arbitraire**

page 4

saint robert :

**discours
à la France**

page 9

Le Nord, la Lorraine, ces deux régions sont bien évidemment les plus présentes à nos esprits et à nos cœurs. La violence dont déjà **Bertrand Renouvin** nous parlait dans le précédent numéro va-t-elle enflammer toute une population aux abois ? Cette semaine encore, notre éditorialiste s'interroge sur les perspectives politiques d'une catastrophe nationale. Un remède universel, l'Europe ? Incroyable charlatanisme dont **Arnaud Fabre** poursuivra la chronique (page 3). Dans un très beau livre, Philippe de Saint-Robert dénonce l'illusion et veut prévenir le péril d'une France qui renoncerait d'être sujet historique (Idées de Gérard Leclerc). L'Europe est un expédient tout comme certain chantage à la violence (article d'**Hubert Bocquillon**).

Nos problèmes demeurent. L'énergie, avec l'implantation du nucléaire (article de notre cellule du pays de Retz). La liberté de la presse vue à partir du destin du journal *Le Monde* (B. La Richardais, en page 8).

Pendant ce temps, la planète bouge. **Pierre Boieldieu** analyse les conséquences de la nouvelle politique chinoise, et les nouvelles données de l'équilibre mondial (pages centrales). **Hubert Bocquillon** parle du témoignage hallucinant qu'un ancien khmer rouge vient de publier chez Marcel Jullian. Mais par delà l'événement est-il permis de renouer avec la tradition chevaleresque chinoise (**Ghislain Sartoris**). Est-il permis de rêver grâce à Jean-Paul II à un monde meilleur ? (**Chemins de monde**). Mais en attendant préparons les journées royalistes ainsi que nous y invite Paul Chassard.

l'armement nucléaire en Allemagne

Dans *Le Monde* du 1^{er} février, une excellente tribune libre de Claude Bourdet explique clairement le sens de l'Europe que l'on veut nous imposer :

Dès juin 1977, l'hebdomadaire financier américain *Businessweek*, dans un article placé sous le portrait de Metternich, expliquait que la Banque fédérale allemande imposait en Europe de l'Ouest, et notamment en France, la politique économique de Milton Friedman, prix Nobel, apôtre de la déflation et du laissez-faire. (...) En France, pays développé, le processus est moins brutal, mais il s'agit toujours de la restructuration du capitalisme, ici, sous direction américano-allemande. Raymond Barre est le principal membre français de la Commission trilatérale, dont les perspectives mondiales envisagent une Europe où la R.F.A. est prédominante. Valéry Giscard d'Estaing, qui a rompu avec les tentatives d'indépendance gaullo-lyonnaise, a accepté le rôle de second d'Helmut Schmidt, que ce soit au Zaïre (pour sauver l'Otag) ou en Europe. Le « friedmanisme » fortifie toujours les « forts », les pôles économiques, détruit les « faibles » ou même les « moyens ». Dans l'Europe de la C.E.E., les pôles économiques sont allemands et américains.

Qu'est-ce cet Otag dont parle incidemment Bourdet ? Philippe de Saint-Robert l'expliquait dans

Royaliste du 1^{er} juin dernier :

Il s'agit de l'Orbital Transport und Rakete Aktiengesellschaft (OTRAG). Référez-vous à *Afrique-Asie*, du 8 août 1977, mais aussi du 20 mars 1978 : l'O.T.R.A.G. procède dans cette zone, pour le compte de la R.F.A. et en violation des accords de Postdam et de Paris, à l'essai de missiles nucléaires de croisière, engins qui se déplacent à basse altitude et permettent d'éviter les radars. La base, d'ailleurs, a été visitée le 17 mars 1977 par M. Hans Dietrich Gensher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères. Et Kolwezi où se déroulent en ce moment les combats, n'est pas tellement éloignée de cette base : elle la protège.

Cette affaire n'est pas terminée. Le numéro du 22 janvier du bi-mensuel *Afrique-Asie*, donne de nouvelles précisions :

Si, en effet, les milieux militaires et diplomatiques français s'inquiétaient, lors des révélations faites par « *Afrique-Asie* », de ce que l'opération O.T.R.A.G. pouvait n'être, pour l'Allemagne fédérale, qu'un moyen utilisé pour tourner l'interdiction qui lui avait été faite de procéder à tout armement atomique, au sommet, il n'y avait ni étonnement ni découverte. Car Helmut Schmidt en personne avait dûment averti Giscard de l'opération O.T.R.A.G. — ce que laissait entendre l'« *Evening Standard* » lorsqu'il annon-

çait, quelque temps après « *Afrique-Asie* », qu'une société ouest-allemande, « liée au gouvernement », installait au Zaïre une base d'expérimentation de fusées résultant d'une coopération entre la France et la République fédérale d'Allemagne ». Et le journal britannique donnait force détails sur le lancement prévu de fusées à ogives nucléaires.

Afrique-Asie croit que l'attitude de Giscard ne s'explique que par la volonté de créer au Zaïre des bases françaises de missiles. Mais poursuit le bi-mensuel :

Las ! Toutes ces subtilités militaro-politico-économiques de l'entourage immédiat de Giscard et de Giscard lui-même, frappées d'un rigoureux secret, ne sont pas immédiatement perceptibles à tous les niveaux, et les divers services spéciaux, mal informés de toutes ces intentions, s'y perdent un peu... Est-ce à cela qu'est dû le limogeage du fonctionnaire qui, pris d'un excès de zèle, avait cru bon d'affrêter, de Dar es-Salaam, un avion pour aller survoler le champ de tir de l'O.T.R.A.G. ? Est-ce à cela qu'est dû l'assassinat, annoncé par le bulletin quotidien d'information « *Événements et Perspectives* » du 30 novembre, de l'un des gardes du corps du directeur d'O.T.R.A.G. - France, créée en juin à Paris ?

Ces événements nous apparaissent d'une extrême gravité ? Le président de la République se doit de donner au pays les éclaircissements qui s'imposent. Oui ou non, le gouvernement est-il complice de l'armement nucléaire de l'Allemagne !

Jacques BLANGY

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris.

Téléphone : 297-42-57.

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

3 mois : 10 F

Dans le cadre d'une vaste campagne de promotion pour étendre notre public d'abonnés, nous vous proposons jusqu'au 31 mars 1979 un abonnement de trois mois à *Royaliste* au prix exceptionnel de 10 F. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir et renvoyer le bulletin ci-contre, accompagné de son règlement.

offre exceptionnelle

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à *Royaliste* au prix exceptionnel de 10 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

Nom : Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :
.....
.....

désire être abonné à *Royaliste* pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 10 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

la peur de la violence

Dans les conversations de tous les jours, il est des sujets de préoccupation qui reviennent comme des leitmotivs, la montée de la violence notamment. Depuis l'action violente des autonomes à Saint-Lazare et les manifestations des syndicats de policiers qui ont suivis, ce thème est réapparu avec plus d'acuité. La France a peur. Or, il semble que cela repose moins sur la perception effective d'une réalité que sur un sentiment subjectif d'insécurité.

Le divorce grandissant entre le sentiment d'insécurité et la réalité a été mis en évidence par deux sondages. Dans le premier (Sofres), 81 % des Français s'inquiètent de l'accroissement de la violence, mais dans le deuxième (Ifop), 95 % des personnes interrogées reconnaissent qu'elles n'ont pas été victimes d'une violence quelconque. Ces sondages apparemment contradictoires sont à mettre en parallèle avec les statistiques du ministère de l'Intérieur qui font apparaître une baisse de la criminalité en général ces dernières années. Un chiffre parmi tant d'autres : le nombre des policiers tués ou blessés a diminué depuis 1975 (policiers tués en 75 : 30, en 78 : 23). Or, en écoutant la radio, ou lisant les journaux ces dernières semaines, on pouvait avoir l'impression contraire. Nous touchons là une partie du problème. Trop souvent, les médias grossissent et déforment les événements violents. Le journal télévisé du 18 février 1976 consacré à l'arrestation de Patrick Henry, assassin du petit Philippe Bertrand, est un exemple souvent cité. Ce journal commençait par une phrase-choc « la France a peur » répétée six fois en leitmotiv, suivait l'interview du père de l'accusé qui réclamait la peine de mort, puis l'intervention de deux ministres pour appeler à un jugement sévère et rapide. Ces émissions provoquent un sentiment d'insécurité qui sera à son tour facteur de violence. C'est un cercle infernal qu'il faut briser. Cela d'autant plus que certains mouvements politiques ou asso-

ciations de « Légitime Défense » réclament en conséquence un renforcement de l'appareil répressif.

Certes, il ne s'agit pas de minimiser le problème de la violence. Mais ce n'est pas par un surcroît de répression que l'on



résoudra le problème. Il faut s'attaquer aux sources. L'une d'entre elle et non des moindres est la peur de la violence. C'est pourquoi la meilleure réponse à la violence, c'est peut-être de combattre la peur qu'elle inspire.

Hubert BOCQUILLON

solidarités européennes ?

A partir de ce numéro et jusqu'aux élections européennes de juin, Arnaud Fabre commence l'exégèse et la réfutation des arguments, en forme de fausses évidences, lancés par les européistes pour duper l'électorat.

« Je ne suis pas très optimiste : nous vivons peut-être le crépuscule des vieilles nations d'Europe occidentale chassées des marchés par les Etats neufs. Comment nous en tirer ? Je ne sais, l'Europe pourrait ouvrir de nouvelles voies. Pensez que vous avez là des pays de même type, avec des industries du même genre qui devraient s'épauler et qui mènent entre eux une lutte à couteaux tirés pour la conquête des marchés extérieurs. C'est terrifiant, non ? » (André Bergeron, secrétaire général de F.O. à propos de la crise économique en Occident).

Voici un parfait résumé du délire européiste. Il est à remarquer que l'Europe apparaît dans le discours bergeronnien comme un pari (« Comment nous en tirer ? Je ne sais. L'Europe peut-être... ») C'est dans un deuxième temps seulement que le secrétaire de F.O. essaie de bâtir une argumentation. Argumentation qui tire des conclusions fausses de prémisses exactes. C'est justement parce que les pays européens ont des économies très similaires qu'ils

sont condamnés à être concurrents. Les Konzerns allemands, la sidérurgie luxembourgeoise ou italienne se soucient comme d'une guigne d'aider la Lorraine, mais ils cherchent, face à la montée des sidérurgies du Tiers-Monde, à tirer chacun leur épingle du jeu. C'est ainsi que les fameux « bresciani » italiens sont parvenus à créer une industrie compétitive en tournant et violant d'ailleurs toutes les règles communautaires.

Le seul jeu industriel intelligent, jouable par la France, consisterait justement à chercher à arracher par des actions politiques des marchés outre-mer. C'est ainsi que la visite de M. Giscard d'Estaing au Mexique nous aura valu le marché de la construction du métro de Mexico. Mais l'Etat giscardien a fait, en la matière, des tentatives trop irrégulières et surtout menées sans esprit de suite : pendant que le chef de l'Etat bavarde sur l'Europe, nous avons laissé les Américains, les Allemands et même les Italiens nous supplanter en Algérie.

Arnaud FABRE

l'europe des partis

En instituant pour sa liste de candidats aux élections européennes la rotation des élus, Jacques Chirac aura eu le mérite de faire ressortir le côté sordide du scrutin de juin tout en ridiculisant l'assemblée de Strasbourg.

Avec le scrutin proportionnel, chacun des quatre grands partis peut espérer avoir entre dix-huit et vingt ou vingt et un élus. Les heureux gagnants toucheront pendant cinq ans entre 80 000 et 100 000 nouveaux francs par mois compte tenu des indemnités de frais diverses. Le tout non impossible ! Résultat : au P.S. et à l'U.D.F. une bagarre féroce pour occuper les premières places sur la liste... et un dédain pour les places autres que les vingt premières... ce qui diminuera d'autant le « poids » des dites listes.

Jacques Chirac a décidé que les élus R.P.R. démissionneraient au bout de douze à quinze mois pour laisser la place aux dix-huit ou vingt suivants et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les colistiers aient siégés à Strasbourg. Ainsi chaque colistier est assuré de toucher au titre de l'Europe entre 120 et 130 millions d'anciens francs et il n'y aura pas, dans la liste R.P.R., de laissés-pour-compte. Mais du même coup, il ridiculise le « machin » strasbourgeois en le transformant en machine à sous et en introduisant une instabilité permanente dans sa composition. Aux dernières nouvelles, Chirac aurait à arbitrer entre plusieurs centaines de candidats à la candidature. C'est grand, c'est généreux... l'Europe.

A.F.



Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent.
Avril 74. Valéry Giscard d'Estaing.

Un large secteur de l'opinion publique — probablement majoritaire — pense que la politique de développement des centrales nucléaires est une aventure dangereuse. On connaît les arguments qui sont avancés : les problèmes de sécurité ne sont pas résolus et les risques d'irradiation par les centrales en fonctionnement normal demeurent ; le risque génétique n'est pas réellement connu et le stockage des déchets est une redoutable aventure qui hypothèque le sort des générations futures ; enfin, le coût du kilowatt-heure nucléaire augmente et l'on ne tient pas compte du véritable prix de revient des processus de retraitement effectués à l'usine de la Hague.

A cela, les partisans du nucléaire rétorquent que les normes de sécurité en vigueur dans les centrales sont tellement draconiennes que le risque de pollution est une hypothèse d'école. Ils constatent que, depuis trente ans, le nucléaire civil n'a fait aucun mort prouvé, contrairement au charbon et même au pétrole. Ils invoquent enfin les nécessités de l'indépendance nationale qui serait compromise si l'on renonçait à l'atome.

Ont-ils raison ? Ont-ils tort ? Nous nous refusons à nous prononcer sur ce point ici, car un tel débat nécessiterait, pour être traité sérieusement, l'équivalent de plusieurs numéros de *Royaliste*. Mais à supposer que les tenants du nucléaire aient raison, l'E.D.F. fait tout ce qu'il faut pour braquer les populations au lieu de les convaincre et tente d'imposer par la force la construction des centrales. On le voit encore avec l'affaire de Pellerin, près de Nantes.

UNE CENTRALE IMPOSEE A LA POPULATION

En avril 1974, M. Giscard d'Estaing promettait : « les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent ». Or, que s'est-il passé au Pellerin ? Pour affirmer son refus de l'implantation d'une centrale et pour protester contre la procédure de

nucléaire :

la centrale du pellerin

Le problème de l'énergie nucléaire continue toujours à susciter des polémiques. Dans notre précédent numéro, Arnaud Fabre lançait le débat. Cette fois-ci, c'est notre section du Pays de Retz qui explique les raisons de sa prise de position contre l'implantation de la centrale du Pellerin (près de Nantes).



Photo Dominique Monnier

déclaration d'utilité publique, la municipalité démissionne. Le pouvoir central impose alors une autorité de substitution : en l'occurrence un sous-préfet qui siège dans une camionnette (voir notre photo). Les populations réagissent avec la « Coordination des Comités de Basse Loire » (C.R.I.N., Ecologie 44). Ouvriers des usines voisines, agriculteurs, commerçants du Pellerin manifestent. Marche sur Nantes, marche sur le site. En décembre dernier, opération « Ville morte » à Chaix et au Pellerin : service minimum à la mairie, au Crédit Agricole, à la poste, dans les écoles. La N.A.R. participe à l'opération « Ville morte ». Le 19 décembre — le jour de la drôle de panne — manifestation sur le thème « Non à l'arbitraire, non à la centrale ! » qui montre bien le refus de la population : refus du réchauffement des eaux de la Loire, refus du risque radioactif, refus du risque génétique, etc.

Mais aucun compte n'en est tenu et le 11 janvier, on apprend le résultat de la déclaration d'utilité publique : la centrale se fera.

Alors que reste-t-il ? Le recours au Conseil d'Etat. M^e Le Map-pian va s'en charger mais il faut ouvrir une souscription. Les communiqués pleuvent, la N.A.R. a pris position depuis longtemps contre la centrale du Pellerin en raison du refus des populations concernées. Lors des élections législatives, nous avons apporté notre soutien aux candidats opposés à la centrale, car nous savions par nos contacts sur Chaix, Le Pellerin, Saint-Brévin, Pornic que les populations n'en voulaient pas.

Et la municipalité de Nantes que faisait-elle ? Le 18 décembre 1978, lors d'une délibération du Conseil municipal, les écologistes sont intervenus, banderoles à l'appui, pour exiger une prise de position claire. Mais on sait les difficultés qu'éprouvent communistes, socialistes et radicaux de gauche à gouverner ensemble à Nantes. Le député-maire socialiste, Alain Chénard, a refusé de prendre position en déclarant : « qu'il n'accepterait jamais que le Conseil municipal délibérât sous aucune pression d'où qu'elle vienne ».

NUCLEAIRE : ABSENCE D'INFORMATION

La question du nucléaire est d'importance et il serait souhaitable qu'une information complète et objective soit donnée aux populations. A Nantes, en novembre 1976, 8 000 élèves ont visité, dans les locaux du C.R.D.P., l'exposition sur le nucléaire organisée par l'E.D.F. Mais en mars 1977, une exposition organisée par des enseignants sur les autres formes d'énergie (solaire, éolienne, etc.) s'est vue, au dernier moment, refuser les salles du C.R.D.P. (pression de l'E.D.F. ?). Elle a dû se contenter des locaux de l'Amicale Laïque. Résultat : moins de visiteurs.

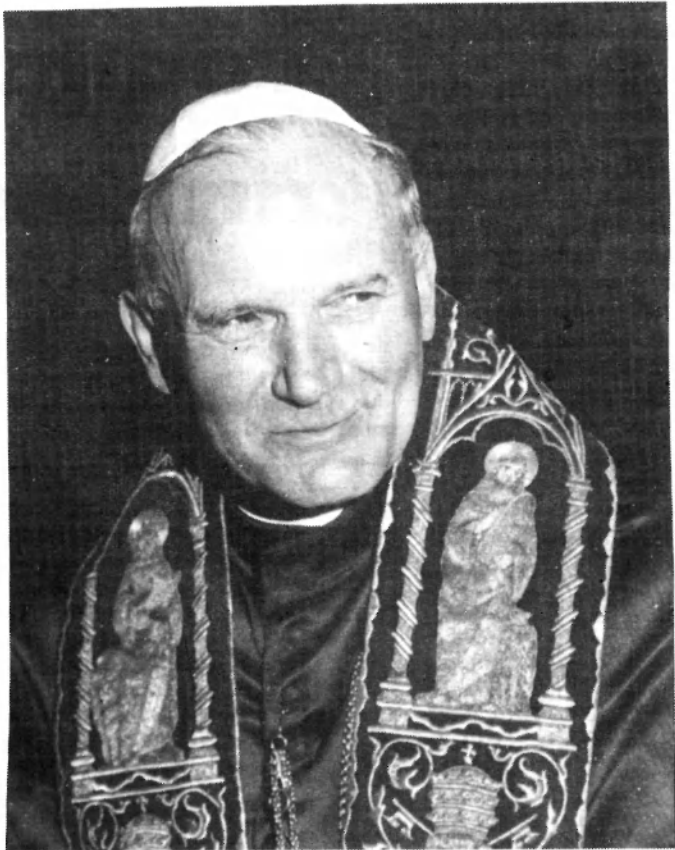
Toujours, on improvise. Et pourtant le 8 décembre 1978, Y. Le Gall, sous-directeur au Collège de France déclare : « et oui, même en Bretagne, le chauffage solaire est possible et rentable ». Et pour mieux nous abuser, on va fêter le soleil cette année...

Car, en Loire-Atlantique, on chôme. Chantiers navals : pas de commandes. Chez Brissonneau et Lotz : licenciements. Alors, les syndicats sont tentés d'espérer en cette centrale et F.O. annonce dans un communiqué (janvier) que la centrale du Pellerin résorbera une partie du chômage... Là encore, soyons sceptiques : nous ne savons pas encore le nombre d'emplois offerts. Et puis n'y a-t-il pas des groupes économiques puissants qui préfèrent leurs intérêts financiers aux dépens de l'intérêt général des populations actuelles et à venir ?

Le fond du problème c'est qu'une technocratie essaye de nous imposer ses décisions. Nous sommes, en la matière, en présence d'un choix de société et il ne s'agit pas de changer la vie mais de repenser nos mentalités ; économiser l'énergie domestique dans un effort national et que chaque citoyen dûment informé, choisisse, par référendum, pour lui-même et ses enfants, la forme d'énergie qu'il souhaite. Mais, puisque l'on ne respecte pas le vœu des populations, quelle confiance accorder au pouvoir ? Le pouvoir n'est plus le garant de nos libertés individuelles, puisqu'il est prisonnier des puissances financières et que ses consultations ne sont qu'électorales et démagogiques.

Cellule N.A.R. - Pays de Retz

après puebla



Conservateur, progressiste ? Jean-Paul II l'a dit lui-même : « Ce n'est pas sérieux ». Les commentateurs se disputeront encore longtemps, après ce premier voyage « missionnaire ». Mais il est tout de même étonnant que l'on n'aille pas directement à l'essentiel.

Le souci de ce pape, c'est d'abord d'annoncer l'évangile. Il l'avait dit dans son discours, à l'inauguration de son pontificat, sur la place Saint-Pierre : « n'ayez pas peur, ouvrez toutes grandes les portes au Christ. A sa puissance salvatrice ouvrez les frontières des Etats, des systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture, de la civilisation, du développement ». Au Mexique, il n'a pas tenu un autre langage. La force de cet homme, c'est de n'être qu'un athlète de la foi, de savoir brandir sa croix, de dire aux millions de Mexicains qui acclament son nom : « Jésus-Christ ! Vos acclamations vont à lui par delà ma personne. » D'ailleurs, les foules ne s'y trompent pas. Elles n'ont pas accueilli un leader politique, un agitateur. Elles ont reconnu l'homme de

Dieu, celui avec qui elles communient dans une même piété mariale.

Mon impression, après ce voyage, est donc contraire à celle de beaucoup de commentateurs. Après ce voyage, il n'y a aucune ambiguïté sur la pensée de Jean-Paul II. Tout sera soumis de façon intransigeante à la mesure de l'Evangile. Ceux qui avaient cru discerner chez le pape, à côté de l'homme à la foi traditionnelle, un idéologue des droits de l'homme, en seront pour leurs frais. En particulier, le discours à la conférence générale de l'épiscopat latino-américain à Puebla, tranche sans aucune ambiguïté : « En tant que témoins de Jésus-Christ, nous sommes des hérauts, des porte-voix, des serviteurs de cette vérité que nous ne pouvons réduire aux principes d'un système philosophique ou à une

pure activité politique, cette vérité que nous ne pouvons oublier ou trahir. » Ce qui signifie : nous n'avons pas à nous rallier à des idéologies qui nous sont étrangères, encore moins chercher à établir avec elles un minimum commun. Nous détenons avec l'Evangile la vérité intégrale sur l'homme.

Cette fermeté, cette certitude tranchent radicalement d'avec le nihilisme contemporain, le doute partout répandu. Certains s'en indignent. On a même vu un ecclésiastique bien en vue dans la hiérarchie ecclésiastique, s'inquiéter dans les colonnes du *Monde* de la renaissance d'une foi à coups de marteau comme Nietzsche parlait d'une philosophie à coups de marteau. On voit qui était visé. Le pape signifie par ses gestes, ses paroles qu'il ne laisse pas l'Eglise et le monde s'abandonner aux mornes désespoirs des pensées du soupçon qui finiraient par mener totalement l'homme d'aujourd'hui. Comme l'écrit Saint Robert dans le beau livre dont *Royaliste* parle par ailleurs : « Deux sorciers de génie à qui le diable avait dit un mot de son ennui, Marx et Freud, ont, en découvrant à l'homme l'étendue de ses aliénations vraies ou figurées, contraint ce malheureux à réinventer son angoisse, à se construire un enfer tout neuf, à s'aliéner de neuf. » Jean-Paul II ne veut pas de cet enfer là ! Le doute, c'est fini, les remises en cause paralysantes et auto-destructrices c'est bien fini.

QUELLE LIBERATION ?

Alors retour à la sacristie, dédain du temporel, indifférence aux injustices et à l'écrasement du pauvre ? Pas du tout. Le pape pense que c'est par l'enthousiasme continu de la foi que le monde pourra être changé, qu'il ira vers plus de justice, qu'en définitive, l'homme sera libéré : « Encore une fois, nous le disons avec force, respectez l'homme, il est à l'image de Dieu. Evangélisez, afin que ceci devienne une réalité, afin que le Seigneur transforme les cœurs et humanise les systèmes politiques et économiques, à partir de l'engagement responsable de l'homme. » Ce n'est pas paroles en l'air. Les con-

séquences suivent. Jean-Paul II fort de sa position évangélique inexpugnable peut dénoncer les différentes formes de la violence collective, comme la discrimination raciale dirigée contre les individus et les groupes, l'usage de la torture physique et psychologique perpétrée contre des prisonniers et des opposants politiques. Le pape s'est voulu également la voix des hommes sans voix, les Indiens, les paysans surexploités, les chômeurs, les travailleurs. Proclamer en Amérique Latine que les paysans doivent avoir leurs terres, ce n'est pas sans conséquences !

Alors, que peuvent bien lui reprocher les « progressistes », que signifient ces sous-entendus fielleux ? Jacques Madaule semble regretter que le pape ne s'identifie pas à Khomeiny ! Il ne manquerait plus que cela... Le voit-on prenant la tête de guerres civiles, réclamant la peau des dirigeants politiques ? Ce serait insensé. Jean-Paul II tient à sa rigoureuse indépendance spirituelle, qui est d'exigence évangélique et qui, seule, peut lui donner hauteur et distance pour parler avec autorité, dénoncer toute injustice quel que soit le régime qui s'en rend responsable. Cela ne signifie pas que les chrétiens eux n'aient pas leur rôle politique, social, économique. Ils ne sont pas manchots !

Le pape ne s'est pas réclamé de la fameuse théologie de la libération. On ne peut que s'en féliciter. Il suffit de mettre le nez comme je viens de le faire dans le livre tant loué et cité du Belge Comblin, pour discerner ce qu'il peut y avoir de simplisme, souvent de mauvaise foi, et de périls dans ces essais de compromis boiteux. On comprend l'indignation qui les a fait naître, les terribles enjeux du continent latino-américain. Mais on doute qu'ils soient de quelques secours. Et puis, ils datent terriblement pour nous qui, grâce à Dieu, avons vécu ces dernières années un sérieux dégrèvement intellectuel avec le déboulonnage des maîtres-penseurs.

Oui, il est vrai qu'une révolution s'impose en ce continent. Mais sa chance réside dans son aptitude à comprendre le message de Jean-Paul II.

G.L.

La scène internationale en pleine évolution ne laisse guère de répit à l'observateur attentif. Les derniers développements constatés rappellent d'ailleurs tous les commentateurs à plus d'humilité en matière de prévision.

Qui aurait pu prédire par exemple il n'y a encore que deux ans que le Viet Nam libéré envahirait le Cambodge, que le plus grand dirigeant de la Chine communiste ferait un voyage triomphal aux Etats-Unis, et que le même Empire du milieu naguère si attentif à « ne s'appuyer que sur ses propres forces », manifesterait tout à coup, et brutalement la volonté de s'ouvrir aux techniques et aux capitaux étrangers ?

La politique chinoise, constamment à la recherche d'une doctrine, est passée en près de 10 ans de la théorie de la « zone intermédiaire »

La politique chinoise, constamment à la recherche d'une doctrine, est passée en près de 10 ans de la théorie de la « zone intermédiaire » à celle des « trois-mondes » pour parvenir aujourd'hui à une autre doctrine des « trois-mondes » fondamentalement renouvelée (1). Si les Etats-

Européens, Japonais, se trouvent-ils objectivement placés dans le camp de ceux qui sont opposés aux menées de Moscou sur la scène internationale. Force est de constater à cet égard que l'URSS apparaît alors comme victime de sa politique « offensive », qui a su créer autour d'elle ce « front uni anti-hégémonique », mieux que ne l'auraient eux-même espéré les Chinois. En ce sens, il n'est pas vain d'affirmer que, plus qu'une victoire de Pékin, cette évolution

succès et non des moindres. La création de facto sinon de jure d'une fédération indochinoise à dominance vietnamienne, qui crée — après la défection indienne — un second front sur la frontière sud de la République Populaire de Chine. De la même manière, le coup d'Etat fomenté par les Soviétiques en Afghanistan, la situation trouble en Iran, le Yémen du Sud, les nombreux pions que Moscou a su se gagner par la force en Afrique témoignent du caractère offensif de l'impérialisme soviétique par rapport à l'impérialisme américain que les Chinois, dans leur théorie, estiment « en perte de vitesse ». Cette certitude chinoise est née de la défaite américaine au Vietnam. Mao lui-même n'a jamais compris qu'un pays aussi puissant que l'Amérique ait pu s'incliner devant le petit Vietnam du Nord. Depuis, les initiatives américaines n'ont été qu'autant de reculades (Cambodge, Afrique, Formose, Iran) tendant à prouver que la couverture américaine n'a plus la valeur sécurisante absolue qu'elle connaissait auparavant.

C'est à cette Amérique en perte de vitesse que Deng Xiaoping appelle l'Europe à s'unir. Champions de l'unité européenne, les Chinois souhaitent pourtant la constitution, sur ce continent, d'une entité cohérente qu'autant que celle-ci se situe dans la dépendance américaine, et ne s'érige pas en nouvelle super-puissance, indépendante, potentiellement rivale des Etats-Unis. Une telle concurrence se ferait au détriment de la lutte contre l'Union Soviétique. Ce n'est pas le but poursuivi par Pékin.

Plus que jamais, l'Europe apparaît donc comme « le point clé de la rivalité de l'URSS avec les Etats-Unis pour l'hégémonie mondiale (...) dont une place importante est constituée par le Moyen-Orient et l'Afrique. » (2). En ce sens, Pékin ne peut qu'encourager la résistance à l'impérialisme soviétique engagée par les ex-puissances coloniales en Afrique (ex : intervention française au Zaïre). En outre, l'appui au moins moral apporté par les dirigeants chinois à l'OTAN depuis quelques mois devrait donc se confirmer plus avant. En résumé, on peut dire que, concernant l'Europe, l'essentiel de la politique chinoise consiste à faire prendre conscience aux dirigeants du vieux monde

chine : vers une coalition anti-so

de ce que leur continent constitue « le maillon essentiel actuel du système de contre-encerclement opposé à la stratégie sovié-



Unis font en effet toujours partie du premier monde, ils sont appelés à former avec d'autres un « vaste front uni anti-hégémonique » que les dirigeants de Pékin veulent promouvoir contre l'URSS. C'est ce qu'a rappelé récemment M. Deng Xiaoping à Washington.

Mais le schéma des nouveaux dirigeants chinois, correspond-il à la situation réelle du monde ? Leur vision manichéenne correspond-elle à la réalité ? Une réponse affirmative semble s'imposer. Bien que peu tentés par une croisade anti-soviétique, les Occidentaux se trouvent enfermés, presque malgré eux, dans cette construction théorique purement chinoise. Ainsi, les Américains,

politique et diplomatique que certains tenaient pour inéluctable, marque surtout la défaite de Moscou. Celle-ci n'a pas su employer vis-à-vis de Washington, des techniques autres que des froncements de sourcils, pour tenter de l'éloigner des Chinois. La même observation vaut en ce qui concerne l'attitude de Moscou face à Tokyo. Les refus répétés de reconsidérer la question des Kouriles, et les menaces à peine voilées à l'encontre des dirigeants japonais, n'ont pu ralentir le rapprochement entre les deux grandes capitales de l'Extrême-Orient, qu'un énorme passif historique semblait pourtant obérer à jamais.

Certes, Moscou a obtenu des

- oct. 49 — Création de la RPC —
- déc. 49 — Mao à Moscou appr
- fév. 50 — Traité sino-soviétique de la Chine ; tension s
- juin 50 — Invasion de la Corée ; Chinois s'opp
- fév. 56 — XX^e congrès du PC déstalinisation qui sus
- nov 57 — Conférence des partis ; les Chinois décident
- sept 59 — Rencontre Kroutch ; violente opposition cl
- 1960 — Sanctions économiques
- 1961 — Attaques soviétiques à Tirana.
- déc. 61 — Moscou rompt ses rel
- 1962 — Affrontements sino- à la Nouvelle-Delhi.
- 1963 — Les Chinois attaquent l'affaire des missiles ; Chinois expulsés d'Un
- juil. 63 — Traité tripartite (Ets Bretagne) sur l'inter l'atmosphère -- violen
- oct. 64 — Première explosion at chev.
- 1966 — Premiers coups de f
- 1967 — Siège de l'ambassade ; évacuation des ressort
- mars 69 — Incidents sanglants su
- avril 69 — IX^e congrès du PCC l'anti-américanisme.
- oct. 71 — Entrée de la RPC à l'P
- fin 71 — Conflit indo-pakist ; le Pakistan.
- fév. 72 — Visite de Nixon à P avec le Japon.
- 1973 — X^e congrès du PCC que — rapprochement
- 1976 — Mort de Chou En-laï de Hua Gofeng et E bande des quatre.
- juil 77 — XI^e congrès du PCC Unis.
- déc. 77 — Début des combats kh Hanoï, Pékin soutient
- 1978 — Importants accords c sements de relation

e n viétique

tique » (2), que pour cela, l'union des pays européens apparaît comme indispensable, et que surtout, un renforcement de la

onnaissance et soutien de Moscou son soutien au camp socialiste garantie soviétique pour la sécurité américaine accrue.

Sud par celle du Nord : Soviétisme aux Américains.

— rapport de Kroutchev sur la ra les critiques chinoises.

munistes et ouvriers de Moscou onstruire leur propre socialisme. insenhower à Camp-David — ise.

soviétiques à l'encontre de Pékin. tre l'Albanie : Pékin soutient

is avec Tirana.

as — Moscou envoie des Mig 21

Kroutchev sur son recul dans viétiques à Cuba — premiers Soviétique.

nis, Union-Soviétique, Grande-ion des essais nucléaires dans pposition chinoise.

que chinoise — chute de Krout-

sur la frontière sino-soviétique.

l'Union-Soviétique à Pékin — its soviétiques de Chine.

ussouri.

l'anti-soviétisme à égalité avec

- Moscou soutient l'Inde, Pékin

- rapprochement commercial

ondamnation de l'Union Soviétique Washington.

le Mao Tsé Toung — avènement Xiaoping — élimination de la

rapprochement avec les Etats-

o-vietnamiens — Moscou soutient m-Penh.

ierciaux avec le Japon — établis-plomatiques avec Washington.

crédibilité d'une telle union ne passera que par une alliance étroite avec les Etats-Unis au sein d'organismes tels que l'OTAN.

Quelle valeur peut donc présenter une coalition de cette sorte regroupant Etats-Unis, Japon, Europe et Chine? Statistiquement écrasante, la puissance d'une telle union perd vite en crédibilité dès lors que l'on considère son peu d'homogénéité et la variabilité des degrés d'opposition à l'URSS de chacun de ses membres. Trop de contradictions et d'égoïsmes existent entre les différentes puissances pour leur permettre de constituer un bloc soudé. L'Europe elle-même, que les dirigeants chinois veulent voir s'unir n'avance guère dans cette voie

DU TIGRE EN PAPIER..

Plus que toute autre, la formation d'une coalition anti-soviétique pose la question de la puissance chinoise. Les récents appels d'offres de Pékin à l'aide multiforme de l'Occident a simultanément révélé les faiblesses d'une troisième super-puissance qui ne pourrait bien être en fait qu'un « tigre en papier ». L'arriération économique de la République Populaire de Chine, son retard militaire ne peuvent en faire un allié solide. Son impuissance à empêcher l'invasion du Cambodge est à cet égard révélatrice. Que les Vietnamiens aient pu envisager l'invasion de leur voisin khmer sans même paraître craindre des réactions chinoises en dit long sur la conscience que ses ennemis ont du danger chinois.

Le réalisme politique de M. Deng ira-t-il jusqu'à remettre en question les modes de gestion socialiste d'un pays qui prétend par ailleurs prendre sa place dans le peloton de tête des nations industrielles? Le pari est hasardeux. Mais le fait même qu'il ait été pris est de nature à inquiéter davantage les Soviétiques.

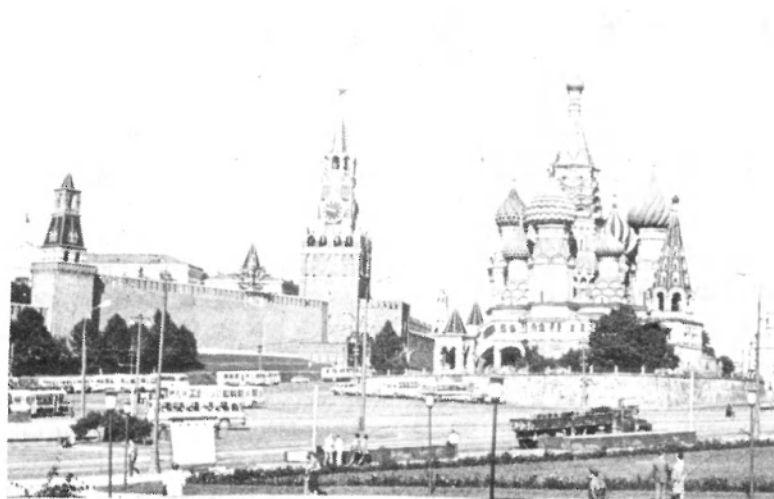
A L'OURS POLAIRE...

Tous les observateurs s'accordent à reconnaître la disproportion existant entre les forces militaires soviétiques et chinoises. Les premières allient quantité et qualité, les secondes..

l'inverse! Au plan économique également la Chine se situe encore loin derrière son puissant voisin du Nord. Son développement passe inévitablement par une aide occidentale massive. Tout le travail de Moscou consiste donc à dissuader les Occidentaux d'accorder cette manne par trop précieuse à Pékin : menaces pour la détente, pour le désarmement, toutes les pressions sont bonnes aux maîtres du Kremlin que l'ouverture chinoise au monde capitaliste inquiète plus que ne l'ont jamais fait en leur temps les outrances de la révolution culturelle. Témoin, la presse soviétique qui exhorte les Occidentaux à plus de prudence dans leurs rapports avec Pékin, et qui condamne tout ce qui pourrait apparaître comme un encouragement même implicite des Occi-

se laissent même séduire par la sirène chinoise les appelant à plus de vigilance. Et puis, surtout, l'émergence de nouvelles grandes puissances (Brésil, Inde) ne laisse plus aucun doute. Aucun des nouveaux grands avec lesquels le monde devra compter en l'an 2000 n'a choisi l'alliance avec Moscou. Le monde nouveau n'est pas pro-soviétique.

Pour Pékin qui veut briser le duopole Moscou-Washington, et surtout qui veut affaiblir l'URSS — seul véritable obstacle politique à sa montée en puissance une telle constatation a de quoi réjouir. Il reste à Pékin à se faire reconnaître dans l'arène internationale. C'est le sens de son ouverture à l'Occident par le biais de ses récents accords avec le Japon et surtout par l'établissement de liens diplomatiques avec



dentaires aux Chinois. Moscou n'hésite pas même à procéder par analogies historiques, identifiant la croisade anti-soviétique de Pékin aux menées hitlériennes. Chacun connaît, ajoute immanquablement la presse soviétique, l'issue de telles aventures.

Ces développements cachent mal le malaise des dirigeants soviétiques : désormais, l'URSS est seule. Pour la soutenir, elle ne trouve, outre ses traditionnels alliés est-européens que les petits pays du Tiers-monde chez qui elle a su fomenté une révolution et qui ne peuvent en aucun cas prétendre apporter à l'URSS un soutien substantiel à l'échelle mondiale.

Surtout, Moscou n'a pas su montrer le bien-fondé de la détente façon soviétique aux Occidentaux. Malgré une évidente cécité politique, ceux-ci n'ont pas totalement désarmé. Certains

les Etats-Unis : victoire d'une « West-Politik » chinoise qui n'est pas moins celle d'une « real-politik » pratiquée au détriment de l'idéologie maoïste.

Reste à définir jusqu'où la Chine ira dans son opposition à l'Union soviétique. Se bornera-t-elle à secouer le monde de sa torpeur? Ou le poussera-t-elle à un affrontement direct avec l'ours polaire?

Pierre BOIELDIEU

(1) Selon cette théorie, le monde comprendrait le tiers-monde regroupant l'ensemble des pays en voie de développement, le premier monde constitué par les deux super-puissances (Etats-Unis et Union soviétique) et enfin le deuxième monde réunissant l'ensemble des pays industriellement développés autres que les Etats-Unis et l'URSS (Europe, Canada, Japon, Australie...)

(2) L'Europe dans la stratégie chinoise Michel JAN, in Revue de la Défense Nationale 10/78 p. 89

chine : vers une coalition anti-soviétique

de ce que leur continent constitue « le maillon essentiel actuel du système de contre-encerclement opposé à la stratégie soviétique » (2), que pour cela, l'union des pays européens apparaît comme indispensable, et que surtout, un renforcement de la

oct. 49	–	Création de la RPC – reconnaissance et soutien de Moscou
déc. 49	–	Mao à Moscou apporte son soutien au camp socialiste
fév. 50	–	Traité sino-soviétique : garantie soviétique pour la sécurité de la Chine ; tension sino-américaine accrue.
juin 50	–	Invasion de la Corée du Sud par celle du Nord : Soviétiques et Chinois s'opposent aux Américains.
fév. 56	–	XX ^e congrès du PCUS – rapport de Kroutchev sur la déstalinisation qui suscitera les critiques chinoises.
nov 57	–	Conférence des partis communistes et ouvriers de Moscou les Chinois décident de construire leur propre socialisme.
sept 59	–	Rencontre Kroutchev-Eisenhower à Camp-David – violente opposition chinoise.
1960	–	Sanctions économiques soviétiques à l'encontre de Pékin.
1961	–	Attaques soviétiques contre l'Albanie : Pékin soutient Tirana.
déc. 61	–	Moscou rompt ses relations avec Tirana.
1962	–	Affrontements sino-indiens – Moscou envoie des Mig 21 à la Nouvelle-Delhi.
1963	–	Les Chinois attaquent Kroutchev sur son recul dans l'affaire des missiles soviétiques à Cuba – premiers Chinois expulsés d'Union-Soviétique.
juil. 63	–	Traité tripartite (Etats-Unis, Union-Soviétique, Grande-Bretagne) sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère – violente opposition chinoise.
oct. 64	–	Première explosion atomique chinoise – chute de Kroutchev.
1966	–	Premiers coups de feu sur la frontière sino-soviétique.
1967	–	Siège de l'ambassade d'Union-Soviétique à Pékin – évacuation des ressortissants soviétiques de Chine.
mars 69	–	Incidents sanglants sur l'Oussouri.
avril 69	–	IX ^e congrès du PCC : l'anti-soviétisme à égalité avec l'anti-américanisme.
oct. 71	–	Entrée de la RPC à l'ONU.
fin 71	–	Conflit indo-pakistanaï – Moscou soutient l'Inde, Pékin le Pakistan.
fév. 72	–	Visite de Nixon à Pékin – rapprochement commercial avec le Japon.
1973	–	X ^e congrès du PCC – condamnation de l'Union Soviétique – rapprochement avec Washington.
1976	–	Mort de Chou En-laï et de Mao Tsé Toung – avènement de Hua Gofeng et Deng Xiaoping – élimination de la bande des quatre.
juil 77	–	XI ^e congrès du PCC – rapprochement avec les Etats-Unis.
déc. 77	–	Début des combats khmero-vietnamiens – Moscou soutient Hanoi, Pékin soutient Pnom-Penh.
1978	–	Importants accords commerciaux avec le Japon – établissements de relations diplomatiques avec Washington.



Jacques Fauvet

"le monde"

un service public

« Le Monde » ? On peut le trouver désespérément austère, trop long pour être vraiment lu, trop à gauche ou trop prudent, très bourgeois assurément : il n'en demeure pas moins, pour qui s'intéresse à son pays et au destin du monde, aussi indispensable qu'un service public.

Mais que savons-nous de son histoire ? Peu de choses au fond, même si, de temps à autre, une citation, un témoignage ou la mort d'un ancien collaborateur — celle d'Etienne Gilson par exemple — nous rappelle que ce journal fut mêlé aux grands débats de l'après-guerre, ou y intervint courageusement. Pourtant, l'histoire du « Monde », que Jacques Thibau raconte dans un livre précis et intelligent, est indispensable à la compréhension de notre société et de son évolution : « Le Monde » est le reflet de son époque, et son succès commercial montre qu'il en donne une image fidèle, tout en restant indépendant des pouvoirs et des puissances qui veulent la modeler et qui ont parfois cherché à le détruire.

Comme le dit Jacques Thibau, « Le Monde » est conforme. Mais il n'est pas conformiste. Issu de la Résistance, fondé par Hubert Beuve-Méry sur les ruines du « Temps », il ne sera pas, comme son prédécesseur, le journal officieux de la République — ni l'organe du Comité des Forges ou de tel autre groupe d'intérêts. Ainsi, pendant ces

vingt-cinq années où la France dut faire des efforts difficiles et des choix cruciaux, Hubert Beuve-Méry restera fidèle au catholicisme social de sa jeunesse, à l'esprit d'Uriage — l'école des Cadres de Vichy qui formera ceux de la Résistance et de la Libération — et à un libéralisme politique et économique qui conduira le directeur du « Monde » à se séparer du Général de Gaulle. C'est dire que, contrairement à ce que raconte la légende de droite, « Le Monde » n'est pas un journal subversif. Très libéral pendant la reconstruction économique, violemment anticomuniste pendant la guerre froide, centriste au temps du Général de Gaulle, il exprime bien le mouvement de la société française et l'opinion d'une grande partie de ses « élites ».

Il est dommage que Jacques Thibau n'accorde pas une plus large place à l'histoire du journal depuis le départ de Beuve-Méry. Mais il montre bien que « Le Monde » demeure fidèle à lui-même : plus que jamais journal des « cadres » de la nation, il a su reconnaître et accueillir des

sensibilités nouvelles, remettre en question certaines de ses idées-mères (le culte de la modernité, le libéralisme économique) et demeurer un journal fondamentalement libre.

Une liberté trop rare aujourd'hui dans la presse pour qu'on

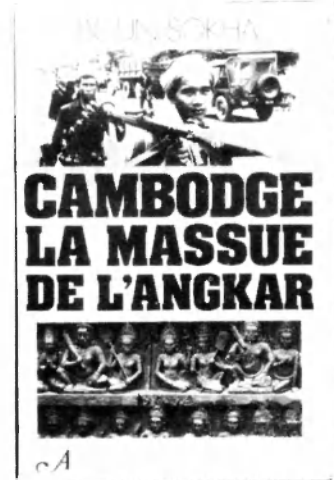
ne pardonne pas au « Monde » sa grisaille : là encore, ne reflète-t-il pas la couleur de notre temps ?

B. LA RICHARDAIS

— « Le Monde » - Jacques Thibau - en vente au journal - franco 66 F.

la tragédie

cambodgienne



17 avril 1975 : Phnom Penh est « libéré » par les Khmers rouges. « La guerre est finie, vive la paix ». Dans la rue règne une grande animation. De nombreux drapeaux blancs pendent aux fenêtres pour fêter le retour du Prince Sihanouk. Fête de courte durée. Sihanouk n'a jamais été qu'un otage. En quelques heures, la population sera déportée après un voyage hallucinant d'horreur vers les coopératives de travail pour édifier la « future » société communiste.

Cette tragédie cambodgienne, Boun Sokha, un ancien cadre Khmer rouge, réfugié en Thaïlande, nous en fait le récit (1) « avec une plume trempée de larmes ». Déporté avec sa sœur Vanni à Bos Khnor, il nous raconte sa vie de tous les jours. 12 heures de travail quotidien pour une ration de 100 grammes de riz, sous l'autorité d'un Kamaphibal (membre de la terrible Angkar) qui dispose d'un droit de vie et de mort sur tous les déportés. Nombreux seront les morts d'épuisement ou de maladie, les exécutés au gourdin ou les suicides. Dans cette nouvelle société, il n'y aura plus de fleurs d'aréquier, dont Boun Sokha nous conte l'origine légendaire pour les nouveaux mariés. Place doit être faite aux cellules communautaires. « L'Angkar pense pour vous » est le mot d'ordre.

Son calvaire sera exceptionnellement de courte durée. Pour faits de résistance contre Lon Nol (il transmettait des renseignements et des médicaments aux maquisards), Sokha devient à son tour un Khmer rouge. En un dernier chapitre, il nous expose

la doctrine de l'Angkar qu'il a appris dans des cours d'endoctrinement obligatoires, ainsi que les luttes du clan qui ont partagé le parti communiste khmer. On se perd entre les Khmers sihanoukistes, pro-soviétiques, fédéralistes ou nationalistes qui, à l'aide de purges sanglantes, se sont disputé le pouvoir.

De ce petit pays tant convoité par ses voisins que reste-t-il après trente années de guerre civile ? Un champ de ruines et de désolation à laquelle vient de s'ajouter son invasion par le Vietnam. « Ce qui me tourmente le plus, c'est la question que je me pose sur les droits de l'homme et sur la liberté » conclut Sokha. Liberté que de crimes ne commet-on en ton nom ! Cette apostrophe célèbre est malheureusement toujours d'actualité. Si on n'avait pas, de part et d'autre, cherché à « libérer » le peuple cambodgien, à faire son bonheur malgré lui, peut-être serait-il libre aujourd'hui ?

Hubert BOCQUILLON

(1) Cambodge la massue de l'Angkar - Boun Sokha. Ed. Atelier Marcel Jullian - en vente au journal - franco 48 F.

Ecrit dans une langue superbe, avec ici ou là des formules dignes de notre grande tradition des moralistes français, le dernier livre de Philippe de Saint-Robert voudrait nous faire sortir de l'endormissement. Qui sommes-nous, aimons-nous vraiment ce que nous aimons? Sans doute, nous sommes ces animaux fidèles dont M. Willy Brandt pense avec raison qu'il vaut mieux ne pas les éveiller. Mais des voix chaque jour plus fortes et plus nombreuses qu'elles finissent par faire un concert voudraient que les animaux fidèles soient décidément chiens couchants! L'admirable avec Philippe de Saint-Robert, c'est que la mélancolie automnale avec laquelle il s'accorde trop bien, lui est une promesse d'achèvement, de métamorphose ou de recommencement. Mais il faut citer largement, pour se mettre la musique à l'oreille : « *La fin des choses est soufferte à l'égal d'un adieu. L'automne est le moment où l'on perçoit jusqu'au cœur ce bruit grand et doux des conquêtes perdues dont Montherlant me parlait jadis en évoquant la destruction de Port-Royal qui lui rendait le christianisme si proche du stoïcisme : perdues et retrouvées car ce qui souvent semble nous échapper en vérité nous est gardé, restitué en ces secrètes métamorphoses qui seules nous rendent à la fin ce bien inconnu dont l'instinct (nous) poursuit, et qui hantait Chateaubriand après Pascal, c'est-à-dire le génie français communiant dans sa différence* ».

Ce discours aux chiens endormis, commence sous les auspices d'un automne athénien. Venu au pied de l'Acropole, à l'invitation d'Yves Jaigu, directeur de France Culture, pour débattre de l'avenir de la démocratie, Saint-Robert a bien de quoi nourrir sa mélancolie. Les ruines antiques et toujours belles dans cette horrible « bourgade allemande du XIX^e siècle ». Ah oui, les civilisations sont mortelles. Et la nôtre donc! L'Athènes de Périclès décidément morte sous les coups de Philippe de Macédoine, connaissons-nous son sort, que par ailleurs l'universelle rumeur nous dit enviable et inéluctable, puisque l'avenir appartiendra aux grands ensembles. Et la civilisation!

Mais, ce « pessimiste né », où va-t-il trouver de quoi échapper au discours de la décadence? D'autres se retrancheraient dans la sombre mélancolie d'un égotisme absolu. Lui n'a pas renoncé à l'histoire : « *l'histoire est, dans l'ordre de l'immanence, une figure du destin de l'homme, une version héroïque (et parfois meurtrière) de son aventure sur la terre, et qui est la poursuite d'un bien inconnu mais non inconcevable* ». Ce n'est pas retour à Hegel et Marx, non plus à un providentialisme même si Dieu seul peut donner un sens « *à cette longue théorie de constructions et de destructions qui semblent ne mener à aucun achèvement...* » Le moi doit donc tenir à ces « nous » historiques dont parlait Maurras, parce que nous ne vivons que d'eux. Y échapper c'est s'abandonner au flux indistinct où de sujet on devient objet. La souveraineté, l'indépendance de la nation emportent, aurait dit quelqu'un, la seigneurie de nous-mêmes. Le destin fran-



par
gérard
leclerc

discours aux chiens endormis

çais porte le destin de notre liberté. Le lien est ontologique. Il tient aussi à ce moment du monde où les empires passant toute mesure voudraient briser la mesure des Etats-Nations qui comme les cités grecques d'hier protègent de la barbarie, aujourd'hui le mouvement d'écrasement de la technique brute.

MESURE DE LA FRANCE

Démosthène contre Isocrate et Eschine qui aujourd'hui ont nom Alfred Fabre-Luce et Raymond Aron, proclame déjà que de toutes les libertés humaines la plus précieuse est l'indépendance de la patrie. « *C'en sera fini de l'Europe quand ses nations cesseront d'exister par elles-mêmes, comme c'en fut fini de la Grèce, quand finirent ses cités. Les nations sont aussi nécessaires et naturelles à l'Europe que les cités l'étaient à la Grèce. Elles sont la même idée, aux dimensions de notre civilisation et de notre histoire. — ...les nations opposent leur juste mesure à des ensembles exagérés et menaçants que, de toute manière, leur union artificielle et par conséquent dépendante n'aurait pas de vocation réelle à contrebalancer* ». C'est pour moi un sujet d'étonnement sans cesse renouvelé de voir certains caresser l'idée d'un « ensemble » (il serait absurde de dire nation) européen par idéalisme, une sorte de générosité qui répugne au cadre étriqué de la France. Mais enfin que veulent-ils? Un autre empire aussi fort que les autres, russe et américain. Donc un autre impérialisme. Ah si nous avions été unis face à la crise pétrolière, face aux Arabes! a-t-on entendu un peu partout! Qu'aurions-nous fait? Une bonne guerre, la bonne vieille politique de la canonnière. Nous aurions disputé aux Américains le titre envié de gendarmes du monde. En fait de générosité!

Nos grands cœurs ne veulent pas convenir qu'ils n'ont conçu leur rêve que par fascination de la puissance absolue, l'impérialisme technique, le melting-pot. Que la France demeure sujet de sa propre histoire leur est chose insupportable. Mais c'est la meilleure preuve qu'au fond ils détestent l'Europe, la

vraie, sortie des siècles, dans la douleur et la tragédie certes, mais forte de ses peuples, de ses civilisations et de sa liberté. Ils n'aiment et ne désirent qu'un ectoplasme dépourvu d'âme.

Du fait même de son goût pour sa liberté propre, la France peut être le meilleur agent de la liberté du monde : « *Les détracteurs de la souveraineté des nations sont ceux que la liberté des autres gêne dans l'ambition de leurs desseins; ils ont pour complices quelques naïfs qui se croient généreux, voire modernes alors qu'ils servent des ambitions vieilles comme le monde et qui par idéalisme sont comme bien souvent les jouets des pires réalismes* ».

L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE

Puisque tout commence à Athènes, puisqu'il faut tout de même savoir si le génie de la liberté peut quelque chose contre la menace de la tyrannie absolue, Saint-Robert ne peut séparer le souci de la France, de son ressort intérieur. La démocratie? Mais n'est-elle pas ce préchi-précha anglo-saxon auquel un Bernanos ne voulut jamais se rallier? Le Barrès républicain ne trouve pas en Grèce les sources de la légitimité : « *C'est le monarchiste Charles Maurras qui se met d'instinct du côté d'Antigone, qui voit en elle une petite légitimiste* ». Saint-Robert montre avec force que la république française n'a jamais été « reliée ». Pas plus à la Grèce patrie de la « démocratie », qu'à notre moyen-âge chrétien dont elle avait anathémisé l'obscurantisme. Michelet a pu inventer une nouvelle religion, elle est bien oubliée. Dès lors quel avenir pour cette démocratie qui a oublié de la Grèce cette leçon fondamentale : « *Les dieux étaient les véritables maîtres d'Athènes. La relation entre eux et le peuple était constante, et c'est commettre un grave contresens que se réclamer de la démocratie athénienne en la réduisant à une liberté immanente à l'esprit humain, et à la raison du nombre* ».

On se raccroche aujourd'hui beaucoup aux droits de l'homme. Saint-Robert a raison d'en dénoncer l'ambiguïté et l'exploitation qu'en font, les anglo-saxons au détriment du droit des peuples. Mais cette incertitude n'est-elle pas celle d'un monde que le divin a déserté, et dont la recherche éperdue de légitimité s'affole de ne pas trouver de quoi s'ancrer dans le non-éphémère. C'est pourquoi il n'est guère étonnant que Saint-Robert retrouve la pensée de Boutang. La France pour être elle-même a le plus vif besoin de renouer avec une légitimité monarchique, une légitimité qui soit reliée. Lisez ce très beau livre, dont je n'ai donné qu'une faible idée. Ce n'est pas si souvent qu'un écrivain nous donne une pensée qui sauve.

Gérard LECLERC

Philippe de Saint-Robert Discours aux chiens endormis — Albin Michel — En vente au journal — Franco 44 F.

au bord de l'eau



Les Jésuites partis à la Chine l'ont montrée, ainsi le Père de Mailla traduisant en douze volumes l'Histoire Générale de la Chine, le Père Couvreur traduisant Confucius, composant un magnifique dictionnaire du chinois classique. Des voyageurs, comme le Père Huc, missionnaire lazariste, dans les trois volumes de ses « voyages en Tartarie, au Thibet, et dans l'Empire chinois », ou Marco Polo, ou Segalen qui a parfaitement réussi la Chine en français, plus dans la prose de « Briques et Tuiles » (2) que dans les vers de « Stèles ». Des savants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ont prouvé cette conformité du Français au Chinois, Marcel Granet en composant d'excellentes traductions des chansons du Che King (cette anthologie classique réunie, dit-on, par les soins de Confucius), Henri Maspéro, Jacques Gernet, par leur études; M. Jacques Dars la confirme par cette admirable traduction du *Shui hu zuan* attribué à Shi Nai-an et Luo Guan-zhong (3).

Un seul point sombre : l'inventeur de la poésie chinoise en français ne s'est pas encore trouvé. Si l'Anthologie de la poésie classique chinoise publiée par les soins de M. Demiéville, vrai savant, est juste « sinologiquement », elle n'est jamais (mises à part quelques traductions de Granet) poétique. Nous ne citerons pas les « traductions honteuses » qu'Etiemble a publiées dans sa collection « Connaissance de l'Orient », parce que *Au bord de l'eau* rachète toutes ces fautes.

LE MANDAT DU CIEL

« *Au bord de l'eau* » est un long roman d'aventures, il est devenu par les soins de son traducteur un véritable voyage en Chine, un exemplaire manuel de sinologie. De quoi guérir tout

à fait nos contrées des laides petites misères d'ignorants rapportées et publiées par telle « maoïste » ou tel ministre. Car de même que la langue originale du *Shui hu zuan* (fin du XVII^e siècle) n'a pas tellement vieilli par rapport au Chinois actuel, bien des coutumes sont demeurées vivantes.

Cent-huit (chiffre merveilleux) preux, braves et bons (une bonté que nos chevaliers n'auraient pas toujours avouée) sont présentés tour à tour, autant d'aventures séparées et d'injustices subies qui les conduisent sur le Mont Liang, repaire entouré de marais propices aux traquenards. Leur maître Song Jiang, homme « épris de justice, fêré d'arts martiaux et insoucieux des richesses », leur fait adopter sa devise : « faire régner la justice sous le Ciel ». Les brigands des Marais du Mont Liang sont à la fois l'image du désordre de l'époque (XIII^e siècle, dynastie des Song) et l'expression de la volonté d'ordre et de justice. En bon droit politique chinois le désordre ou l'injustice sont imputables à la personne du Souverain, injuste il ne mérite plus le « mandat du Ciel », c'est-à-dire approximativement le droit divin. Se révolter et renverser la dynastie du même coup rétablit la justice et reconduit la légitimité, le mandat du Ciel. Mais si l'on est incertain de la victoire, une autre voie est possible, celle qu'adopte Song Jiang contre l'avis de quelques capitaines : puisque les brigands ont été « contraints de se cacher dans les herbes » à la suite d'injustices commises par des fonctionnaires corrompus, ils rétabliront eux-mêmes l'ordre, anéantissant la sale engeance des félons, sans jamais mettre publiquement en cause le « Fils du Ciel », le Souverain, laissant entendre au contraire le plus souvent qu'ils sont prêts à se soumettre si la

Cour les amnistie et reconnaît leurs indubitables talents martiaux.

Sur la proposition de l'Empereur, Song Jiang réprimera la révolte de Fang La, gagnant son amnistie totale mais perdant « huit sur dix » de ses frères d'armes. A la Cour Song Jiang et ses compagnons rescapés seront couverts d'honneurs, puis peu à peu éliminés par des ministres jaloux, jusqu'à Song Jiang empoisonné qui gagnera le Ciel, la Grande Paix (Tai Ping) et la légende.

D'UNE LANGUE A L'AUTRE

Si la traduction de M. Jacques Dars est très admirable et vérifiée à la lettre la phrase de Cingria, c'est qu'il n'a pas cherché à peser ses termes mot à mot, mais d'une langue à l'autre proverbe à proverbe, tournure à tournure. Non, M. Dars ne prétend pas à l'exacte traduction, il ne prétend pas non plus (ce serait infiniment plus triste) qu'il y ait des termes intraduisibles, il prouve que tout est bien traduisible, si l'on accepte d'être approximatif et d'ainsi respecter sa langue, sans chercher en vain la stricte exactitude en torturant la langue. Cette méthode toute de souci pour le français a conduit

M. Dars à demander au français grand-maternel un grand nombre de termes aussi peu usités aujourd'hui que nous manions l'épée. Cette confiance n'a jamais été trahie, le français langue adorable, mesure pour mesure sans manquer à su donner. En lisant *Au bord de l'eau* vous apprendrez la Chine et de beaux noms de France.

« Puis-je vous lire un petit texte chinois de Hoan yu? demandait un jour Paulhan à la radio — le jeune Tseu-Lou demanda à Confucius : — Si l'on vous priait de rétablir l'ordre, quel serait votre premier soin? — Mais, dit Confucius, la chose va de soi : il me suffirait de veiller à la bonne entente du langage. »

M. Jacques Dars met de l'ordre dans le langage et les lettres, honorant la Chine et la France, en France et en Chine.

Ghislain SARTORIS

1) Charles-Albert Cingria : *La fourmi rouge et autres textes* — Poche-Suisse n° 1, l'Age d'Homme — Franco 20 F

2) Fata Morgana éditeur

3) Shi Nai-an et Luo Guan-shong — *Au bord de l'eau* traduit présenté et annoté par Jacques Dars — Ed. de La Pléiade (2 volumes) — En vente au journal — Franco 300 F

une fête royaliste ?

Les écologistes ont leur fête, les communistes aussi, même le P.R. a la sienne (mais quelle fête!). Alors, vous la faites votre fête? Mais avec qui me direz-vous?

Est-ce vraiment un problème... ou bien un alibi? Personnellement, j'aimerais bien voir afficher « Fête royaliste populaire » avec François Béranger, pas vous? Les chansons de Béranger, toutes de révolte, me touchent, imaginant autre chose que ce qui existe. Vous pourriez préférer ce doux dingue d'Higelin qui, par refus des casiers viendrait sans doute chez nous. Un poète celui-là n'est-ce pas, de l'énergie à revendre... et tant pis pour ceux qui ne voudraient pas bouger de leur fauteuil parce qu'il le trouve confortable. Car, bien sûr, l'endroit devra être décontracté tout en permettant à l'artiste de donner le meilleur de lui-même.

Tout cela se passe dans ma tête et je vais vite en besogne, mais vous qui lisez ce journal, vos goûts sont-ils si différents des miens? N'avez-vous pas envie que dans la rue à votre boulot, ou ailleurs, on parle des royalistes tels que vous êtes, tels que nous sommes aujourd'hui, et non plus avec l'image qui fait réfé-

rence au passé et qui nous rassemble guère.

Et si nous choisissons de nous exprimer à travers une fête par la chanson c'est parce qu'elle est par essence populaire. Rien à voir avec la chanson programmée « 3 minutes qui tuent le temps », musique accompagnant nos gestes quotidiens musique fonctionnelle, ambiante. Et bien non, pour moi la chanson, c'est pas ça, pas du tout ça, elle peut être dite vulgaire, c'est pour moi l'AUTHENTICITE qui compte. Alors évidemment, je sabre, je sélectionne, j'épluche qui pourrait bien faire notre affiche. A vrai dire, je ne suis pas seul, nous sommes plusieurs à espérer une fête royaliste populaire et l'on se voit tous les quinze jours (1). Mais, en petit groupe, que peut-on faire? Une fête royaliste, c'est avec tous sans exception qu'on pourra la réaliser. Alors, nous attendons vos idées et votre soutien. Après la conquête de l'intelligence, pourquoi pas la conquête du cœur!

Hervé DUBOIS

(1) Chez moi, Hervé DUBOIS, 10, rue du Général-Henrys, Paris 17^e (Métro : Porte de Saint-Ouen).

ils ne nous feront pas taire !

La campagne pour l'élection du parlement européen est largement entamée. Et pourtant, nous n'avons toujours pas annoncé notre liste. Dussions-nous vous décevoir nous devons vous confirmer que nous n'en présenterons pas. Seuls les grands partis auront en effet le droit de s'exprimer. Seuls ils peuvent avancer les 300 millions de centimes nécessaires. Ceux qui ont organisé le déroulement des élections européennes savent ce qu'ils font. Il s'agit de marginaliser toute opposition extra-parlementaire, de créer une dissidence sans moyen d'expression (suppression du droit d'affichage libre, limitation du droit de réunion, etc.). Le « Système » de plus en plus fragile croit trouver dans la répression de toute critique indépendante le moyen d'assurer sa pérennité.

Le combat pour la liberté est donc à mener de toute urgence. Il exige que nous - royalistes - menions une action politique efficace. Il exige que tous nos lecteurs et sympathisants se décident à nous aider.

DEBUT DE CAMPAGNE

Dans la campagne européenne par exemple, nous n'avons pas décidé de nous taire. Déjà nous préparons des réunions dont certaines avec d'autres mouvements politiques. Nous espérons que vous nous aiderez à assurer leur

succès. Ainsi pour les réunions animées par Bertrand Renouvin sur le thème « L'Europe : un espoir pour la France ? » Parmi ces réunions citons celle qui aura lieu à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence le 16 février à 17 h, celle organisée par la fédération royaliste des Yvelines, le vendredi 23 février à 20 h 45 au « centre 8 », 8, rue porte du bac, 78000 Versailles (à 500 m de la gare « Chantiers »), ou encore le dîner-conférence du samedi 24 février, au restaurant du Théâtre, 53, rue Jules-Lebouy à Troyes (prendre contact avec J.-M. Péres, 22, rue Jules-Ferry à Sainte-Savine 10300; prix du dîner 50 F). Même s'il n'y a pas de réunion dans votre ville vous pouvez commencer à nous aider en diffusant la nouvelle brochure de propagande de 12 pages qui sort cette semaine sur le thème de l'Europe.

Tarif : 1 ex. 2 F - 10 ex. 13 F - 50 ex. 48 F - 100 ex. 80 F - 200 ex. 146 F - 300 ex. 200 F (frais de port inclus). Cette brochure s'ajoute à celle sur le projet royaliste qui vient d'être rééditée et à celle sur la N.A.R. qui sont vendues aux mêmes prix (C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris).

LES JOURNEES

Mais un autre événement doit commencer à mobiliser tout

autant nos sympathisants : les JOURNEES ROYALISTES qui auront lieu les 24 et 25 mars prochains à Paris.

C'est à nos amis de province que nous nous adressons tout d'abord. Car s'ils veulent se rendre compte par eux-mêmes de la vitalité du mouvement royaliste, s'ils veulent participer à nos débats, il leur faut se préoccuper dès aujourd'hui de leur week-end à Paris. Nous



la vignette des journées

vous proposons des billets S.N.C.F. avec une réduction de 20 %. La plupart des sections de province organisent le transport des adhérents et sympathisants par voitures. Nous pouvons nous charger de retenir votre chambre à l'hôtel ou vous aider à trouver d'autres moyens de logement. Mais, il nous faut aussi lancer un appel à tous ceux qui nous suivent avec sympathie. L'organisation des Journées Royalistes coûte cher. Les salles doivent être louées et payées longtemps à l'avance, les frais de propagande seront particulièrement élevés cette année. Alors dès aujourd'hui aidez-nous en achetant les vignettes

des Journées (qui donnent droit à l'entrée gratuite dans les salles - vignette normale : 18 F; vignette de soutien : 100 F -). Ces vignettes peuvent être commandées au siège parisien ou à l'une des sections dont voici les adresses NAR - BP 659 - 06012 NICE Cedex; NAR - BP 38 - 13100 AIX-EN-PROVENCE; NAR - BP 857 - 76010 ROUEN; NAR - BP 2536 - 35025 RENNES Cedex; NAR - BP 203 - 44007 NANTES Cedex; Royaliste

- J.-L. Bouton - BP 29 - 44250 SAINT-BREVIN-L'OCEAN; NAR - BP 253 - 49002 ANGERS Cedex; NAR - J. Betbèze - 8, rue Saint-Maurice 51100 REIMS; - Royaliste - M. Gagneux, 6 bd d'Andigné 53200 CHATEAUGONTIER; NAR - Mme Charlet - 27, rue des fossés 59000 LILLE; NAR - BP 556 - 6410 PAU Cedex; NAR - BP 44 - 69397 LYON Cedex; NAR - Mlle Jeanneteau, Rés. du Guivon, av. du Mal Leclerc 72300 SABLE; NAR - BP 857 - 76010 ROUEN Cedex; NAR - BP 120 - 78003 VERSAILLES Cedex; NAR - BP 612 - 83053 TOULON Cedex.

Ces développements sur les élections européennes et les Journées royalistes ne nous ont pas permis de parler en détail de nos activités de la quinzaine. Un rectificatif utile tout de même : c'est le 23 février prochain que Marcel Jullian ira à la rencontre de nos amis de Nancy et d'Epinal contrairement aux indications que nous avons données précédemment.

Paul CHASSARD

ATTENTION :
Notez notre nouveau numéro de téléphone :
297.42.57

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

La colère éclate, et le voile se déchire. Parce que chaque travailleur touché par le chômage sait qu'il n'y a plus rien à attendre du gouvernement. Parce que chaque Français se rend compte de l'ampleur de la catastrophe économique et sociale. C'est Longwy, mais aussi toute la Lorraine de la sidérurgie et du textile. C'est Denain, Valenciennes, et tout le Nord de la France. C'est Manufrance à Saint-Etienne, Chrysler et CIT Alcatel à La Rochelle, Sonolor à la Courneuve. Le groupe Thomson lui aussi licencié, et Renault-Véhicules Industriels... Ce n'est pas une entreprise qui est touchée, ici ou là, mais des régions entières. Ce n'est pas une activité en déclin, mais des branches modernes et des secteurs de pointe. Ce n'est pas « seulement » la province, mais aussi Paris depuis les manifestations des employés de banque, des cadres et des policiers.

Et c'est parfois la violence qui explose, spontanée et populaire. Cette fois, on ne peut accuser des groupuscules extrémistes : ce sont des travailleurs excédés, et provoqués comme à Longwy, qui descendent dans la rue. C'est aussi toute une population unanime qui s'insurge. Cela ne peut rester sans conséquences politiques, à moins que les Français constatent un changement radical dans les semaines qui viennent.

LE DISCOURS DU POUVOIR

Le Pouvoir semble percevoir la menace, mais son discours et sa politique demeurent identiques. Sans doute, Raymond Barre a prononcé quelques bonnes paroles à l'intention des chômeurs. Mais il refuse de créer des emplois « artificiels » et de relancer l'activité économique. Sans doute, le Premier ministre a promis des créations d'emplois dans les régions les plus touchées, mais elles sont tout à fait insuffisantes : en annonçant 6 800 emplois nouveaux dans le Nord, peut-on calmer l'angoisse d'une région qui compte 120 000 chômeurs ? D'autant plus que les anciennes promesses n'ont pas toujours été tenues (en Lorraine par exemple), et que certaines déclarations intempestives ne font que discréditer un peu plus le pouvoir établi. Ainsi Pierre Messmer a-t-il dû faire marche arrière, après avoir annoncé la création de 20 000 emplois dans l'Est. Cette maladresse ne porte d'ailleurs pas seulement préjudice au personnage et aux gens qu'il soutient : pour se tailler



par
bertrand
renouvin

l'explosion

un succès personnel, il a pris le risque de faire échouer des négociations avec Ford, qui étaient loin d'être terminées.

Inconscience d'un homme, qui est à l'image de l'inconscience gouvernementale. Pendant un temps, les mensonges et les rodomontades du Pouvoir ont fait illusion. Le tort de Raymond Barre est de penser qu'il pourra indéfiniment répéter ses tours de passe-passe et ses cours de morale. Hier convaincus ou simplement interloqués par tant d'audaces, les Français semblent en avoir assez. Car, au fond, malgré les promesses et les considérations « humaines » qui parsèment désormais ses propos, la technique de Raymond Barre n'a pas changé. Il s'agit de persuader que le chômage est supportable, que la hausse des prix pourrait être pire, que la réussite est proche grâce à des succès conjoncturels montés en épingle. Mais le message ne passe plus : l'indemnité de chômage ne peut calmer l'angoisse des sans-travail, et les catastrophes évitées par le gouvernement dans le domaine des prix (?) ne font pas ressentir moins durement ses échecs répétés face à l'inflation.

L'ORDRE DES CHOSES

Jusqu'à présent, le gouvernement a eu beaucoup de chance : de bonnes conditions climatiques, la baisse du dollar et l'activité de secteurs comme l'automobile lui ont permis de sauver les apparences. Mais la logique à laquelle il se soumet ne peut, à terme,

lui être favorable : la hausse continue des prix ne peut manquer d'avoir des conséquences négatives sur nos échanges — en particulier avec l'Allemagne où l'inflation est très faible. Dans un marché européen presque saturé et face à une concurrence américaine et japonaise qui sera plus dure dans les prochaines années, l'automobile risque à son tour de connaître une crise grave. En outre, le développement de l'informatique provoquera rapidement de graves problèmes d'emploi dans le secteur tertiaire. Enfin, la reconstitution des profits des entreprises leur permettra d'acheter des équipements modernes qui économiseront des emplois ou d'installer des filiales à l'étranger qui leur permettront de s'intégrer dans les mécanismes du capitalisme moderne : les ouvriers de Sonolor le savent bien, qui sont licenciés parce que les appareils sont désormais montés par une filiale tunisienne.

Telle est la logique du capitalisme, indifférente au sort de la nation, des régions et des travailleurs, que le patronat exprime parfaitement quand il souhaite l'internationalisation des activités. Nous sommes victimes d'une sauvagerie économique à laquelle le gouvernement consent, au risque de ruiner notre pays. Il s'agissait, pour MM. Giscard et Barre, d'habituer les Français aux nouvelles lois du capitalisme, de rendre banal le sous-emploi et normale la faible progression des salaires, en attendant que le capitalisme multinational « restructure » l'économie française au gré de ses intérêts. La défaite de l'union de la gauche, la peur du chômage et les habiletés de langage semblaient permettre la réalisation de ce plan.

Mais les Français ne s'habituent pas à la perte de ce qu'ils avaient lentement conquis : une aisance relative, la sécurité de l'emploi, et l'assurance d'une amélioration graduelle de leur niveau de vie. Le Pouvoir n'ayant rien à proposer pour calmer leur angoisse, et rien à opposer à leur révolte, il est probable que la révolte s'étendra dans les prochains mois, il est possible que l'Etat y succombe et qu'aucune formation politicienne ne soit en mesure d'exprimer le mouvement populaire... ou de le récupérer. Un grand vide s'ouvrirait alors, avec le risque d'une réaction autoritaire, et la chance d'une révolution politique, économique et sociale. Face à ce risque, et pour courir cette chance, nous ne resterions pas les bras croisés.

Bertrand RENOUVIN